

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

QUAND CESSERA-T-ON DE JOUER AVEC L'ÉLECTION ?

En ces moments où les électeurs sont devenus imprévisibles, échappent aux sondages et rêvent pour beaucoup de renverser les tables politiques, qui serait assez fou pour susciter des élections, d'autant plus quand il ou elle occupe le pouvoir pour un bon bout de temps encore ? On aurait tendance à croire que, par les temps qui courent, les Premiers ministres et partis en place attendraient bien au chaud que les orages populistes passent, avant d'oser les urnes.

Même pas peur, nous dit Theresa May, la Première ministre britannique, qui a annoncé hier, à la surprise générale, des élections anticipées. Alors qu'elle pouvait « tenir » sans confrontation électorale jusque 2020, elle

avance ce rendez-vous au 8 juin prochain. Sa confiance en son succès doit être béton, car elle n'hésite pas, par cette décision, à trahir la promesse de stabilité qu'elle avait faite aux Britanniques, lessivés par le référendum qui les a menés au Brexit, de leur épargner de nouveaux votes.

En théorie, la nouvelle cheffe de file ne risque de fait pas grand-

Le recours aux élections a déjà joué plus d'un tour à un Premier ministre

chose : son parti domine et de loin un parti travailliste en perdition, et elle-même s'affiche comme un leader ultra-populaire, reléguant très loin le très pâle et hésitant Jeremy Corbyn. Mais qui sait aujourd'hui ce qu'une élection réserve ? Qui peut être assuré de ce que voteront les Britanniques qui verront d'ici le 8 juin, le résultat des élections françaises placées sous la menace du Frexit porté par Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ?

Theresa May sollicite l'appui qu'elle pense fort de nombre de

citoyens, consolidant son Brexit dur au sein de son propre parti et du Parlement avec lequel elle va traverser les négociations avec l'Union européenne. Mais le recours aux élections, comme tactique de bétonnage du pouvoir ou d'une majorité a déjà joué plus d'un tour à un Premier ministre européen.

Dans tous les cas déjà, la « relative » stabilité atteinte après le

Brexit est aujourd'hui à nouveau défiée. Primo, en Europe, les défenseurs d'une idée européenne très fragilisée, vont devoir vivre avec une campagne exaltant à nouveau les vertus du divorce d'avec Bruxelles et du « chacun pour soi » nationaliste triomphant.

Secundo, le Royaume-Uni va, lui, raviver ses divisions internes, entre l'Angleterre, l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord.

Pauvres populations, pauvres citoyens, jouets de ces démocrates qui manipulent l'électeur aux profits de leurs tactiques de pouvoir. Comment s'étonner alors que ce « bétail électoral », parfois, se venge ?